

PROJET AFD-ASTRIUM
OBSERVATION SPATIALE DES FORETS TROPICALES
COMPTE-RENDU DE MISSION EN RCA

7 au 13 juillet 2011 – Gabriel JAFFRAIN (IGN-FI) et Olivier BOUYER (ONFI)

1. SYNTHÈSE

- Très bon accueil des autorités et institutions impliquées généralement dans le REDD+ et plus spécifiquement dans le MNV REDD+. Le Ministre de l'environnement et de l'écologie a assisté à l'atelier prévu pendant la mission et le Conseiller développement durable du Premier Ministre nous a accordé une réunion, preuve de l'intérêt politique porté au REDD+ et à ce projet OSFT.
- Les institutions techniques identifiées comme clefs dans la composante 4 - MNV du R-PP REDD+ n'ont dans la réalité pas les moyens humains et logistiques requis pour traiter les données mises à disposition par le projet OSFT. Quatre experts maîtrisant partiellement le SIG et la télédétection sont en poste. Le matériel est insuffisant. Le renforcement des capacités humaines et matérielles est une priorité de premier ordre.
- Tous les interlocuteurs ont insisté pour le suivi du couvert forestier soit étendu à l'ensemble des forêts, notamment dans la région Nord où il existe de fortes pressions anthropiques (élevage transhumant, abattis-brûlis, feux de brousse, extraction d'or et de diamant artisanale, etc.). C'est une question de logique pour eux : le mécanisme REDD+ se mettra en place à l'échelle nationale et 70% des forêts de RCA sont sèches...et donc non couvertes par le présent projet OSFT.
- La fourniture d'image Très haute résolution (THR) sur l'ensemble du territoire est une action à double tranchant. Nombre d'interlocuteurs n'ont pas saisi le lien entre cette fourniture d'images THR et celles d'images à 10-20m. Des craintes ont été exprimées sur le fait que ces images puissent être mal utilisées si leur accès n'était pas sécurisé.
- Tous les interlocuteurs se sont accordés sur le schéma suivant : le Comité national REDD+, sous présidence du Premier ministre, a vocation à signer une licence générale avec ASTRIUM et des licences particulières avec des porteurs de projet REDD+. Ce Comité s'appuiera sur la Coordination technique REDD+ et son groupe de travail MNV REDD+ afin de gérer les données et s'approprier petit à petit leur traitement. Ils ont exclu que d'autres organismes puissent intervenir dans la sélection des porteurs de projet, c'est une question de souveraineté nationale.
- Il faut planifier dès que possible 2 autres missions : (i) Congo Brazza/RDC et (ii) Gabon / Cameroun / Guinée Equatoriale, afin de mener le même exercice de sensibilisation et réflexion sur le portage local du projet OSFT.

2. COMPTES-RENDUS DES ENTRETIENS

→ Ministère de l'environnement et de l'écologie (MEE), 07/07/11 – 10h45

Personnes rencontrées : Igor TOLA KOGADOU, Point focal REDD+, Gustave DOUNGOUBE, Conseiller spécial au cabinet, Bob Félicien KONZI-SARAMBO, Conseiller biodiversité au cabinet - Point focal national de la Convention sur la diversité biologique (Tél. : +236 75 50 65 00), Jacqueline MADOZEIN, Directrice de Cabinet (Tél. : + 236 21 61 79 21 ou + 236 75 05 05 54), Jean Claude BOMBA, Directeur général de l'écologie et de la prévention des risques (Tél. : + 236 21 61 55 53 ou + 236 75 50 82 79)

Discussion : Présentation du projet OSFT

Conclusion : Igor TOLA KOGADOU est le contact principal du REDD+ en RCA : il a facilité les prises de rendez-vous et participé à la plupart d'entres eux. Echanges formels et plutôt protocolaires, mais intérêt du MEE pour ce projet

→ Projet Ecosystèmes forestiers d'Afrique centrale IV (ECOFAC IV) – 07/07/11 – 11h45

Personnes rencontrées : Florent ZOWOYA, Directeur national & coordinateur du Programme ECOFAC-IV RCA (Tél. : +236 75 50 74 63).

Discussion :

- Présentations croisées : projet OSFT et projet ECOFAC IV, sous tutelle du Ministère des eaux et forêts, de la chasse et de la pêche (MEFCP)
- Les zones touchées par ECOFAC se situent dans le Nord de la RCA, où prédominent les forêts sèches. ECOFAC est responsable de 2 parcs nationaux situés dans le Nord : Manovo Gounda St Floris (19 105 km²) et Bamingui- Bangoran (11 135 km²).
- Les effets des changements climatiques provoquent une nette diminution des précipitations dans le Nord de la RCA. Le réseaux hydrologique de la région ravitaille le Lac Tchad à plus de 85 % et l'on considère aujourd'hui que ce Lac Tchad ne reçoit que 5% des quantités d'eau d'il y a 20 ans.
- Les guerres dans le Darfour provoquent une migration des éleveurs dans les espaces protégées et parcs naturels du Nord de la RCA. L'entrée du cheptel dans ces espaces a un impact négatif sur la flore, la faune et les ressources en eau. Les éleveurs sont parfois armés, ce qui génère des tensions et fortes pressions sur les habitats.
- L'extraction artisanale de diamants est une activité plus circonscrite géographiquement que l'élevage, mais elle provoque aussi des dégâts environnementaux
- Il existe des rumeurs de reprise de l'exploitation de pétrole dans la Préfecture de la Vakaga : une entreprise chinoise aurait obtenu du Gouvernement l'autorisation de rouvrir un puits fermé en 1968 [NDR : à confirmer, mais difficulté d'avoir des info auprès du Ministère en charge des mines]
- ECOFAC ne dispose d'aucune carte thématique pour ces zones, que ce soit des cartes de végétation, de répartition de l'élevage ou des activités minières (or et diamant).

Conclusion : Les objectifs d'ECOFAC sont inclus dans la stratégie nationale REDD+, notamment l'option 1 qui vise à compléter le zonage du territoire et renforcer le réseau d'aires protégées de RCA (Cf. R-PP de RCA). ECOFAC a besoin d'information spatiale pour définir les habitats et mettre en œuvre la REDD+ dans le Nord.

→ Labo de climato, de cartographie et d'études géographiques (LACCEG) – 07/07/11 – 14h

Personnes rencontrées : Aristide OUESSEMBANGA, Responsable du LACCEG, Alfred BANGARA, Assistant.

Discussion :

- Présentations croisées : projet OSFT et LACCEG, labo sous tutelle du Ministère en charge de l'enseignement supérieur.
- Le LACCEG dispose d'équipements obsolètes et en nombre restreint : un local situé à la faculté de Géographie de Bangui avec 4 ordinateurs poussiéreux (qui n'ont apparemment pas servi depuis longtemps) équipés des logiciels ENVI 5, Arc GIS 9x, Map Info, plus un traceur A0 sous bâche. Il n'y a pas de connexion Internet.
- Si le LACCEG devient la cellule technique centralisatrice des données OSFT, alors le renforcement des moyens humains et matériels sera indispensable. Il faudra notamment des formations en SIG et télédétection conséquentes.
- Questions de leur part : (i) Quel type d'informations seront disponibles (format, résolutions, longueurs d'ondes), (ii) Y aura-t-il des problèmes à craindre avec l'armée si des images précises sont mises à disposition ? (iii) Quelles seront les formalités à remplir pour l'obtention de ces images (simples ou complexe ?), (iv) La compagnie SPOT-image sera-t-elle plus souple dans la mise à disposition des images satellites (rappel de l'expérience Marocaine) ?

Conclusion : Le LACCEG ronronne, faute de moyens humains et matériels, et semble peu en mesure de répondre aux besoins de développement d'un système national de Mesure, notification et validation (MNV). Des renforcements en capacités humaines et logistiques sont nécessaires.

→ Ministère des eaux et forêts, de la chasse et de la pêche (MEFCP) – 08/07/11 – 9h15

Personnes rencontrées : Yves YALIBANDA, Conseiller forêt au Cabinet et Point focal national de la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) (Tél. : + 236 75 50 50 54)

Discussion : Présentation du projet OSFT

Conclusion : Echanges formels et plutôt protocolaires, mais intérêt du MEFCP pour ce projet.

→ Centre de données forestières (CDF) – 08/07/11 – 9h30

Personnes rencontrées : Prosper MAKOE, Directeur, Gildas Serge SOULE BAORO, Responsable SIG (Tél. : +236 70 90 38 00), Bruno MOUMOLOALA, Assistant du responsable SIG, Yvan Patrick SENGALA, Assistant du responsable statistiques et Point focal de l'Observatoire sur les forêts d'Afrique centrale (OSFAC), Damas MORKPIDIE, Stagiaire géomaticien

Discussion :

- Présentations croisées : projet OSFT et CDF, service sous tutelle de la Direction des inventaires d'aménagement forestier du Ministère des eaux et forêts, de la chasse et de la pêche
- Le CDF dispose de deux services, un sur les statistiques et un sur la cartographie. Le service cartographie ne traite que des concessions forestières du Sud-Ouest.
- Le CDF est appuyé par le WRI (World Resources Institute) et par l'Union Européenne depuis 2009. Ceci a permis la publication d'un « Atlas de la RCA 2009 »
- Le CDF compile les données d'aménagement forestier, depuis l'abattage jusqu'à l'exportation du bois, dans un rapport annuel.
- Le CDF dispose de 4 ordinateurs et d'ArcGIS 9x, mais pas de logiciel de traitement d'images type ERDAS. Il n'y a pas de connexion Internet.
- Le CDF utilise des cartes topographiques très anciennes et difficilement superposables avec les données satellites (apparemment gros décalage). Des formations SIG et télédétection sont particulièrement demandées

Conclusion : à l'instar du LACCEG, le CDF semble fonctionner au ralenti, mais la motivation des agents semble plus importante. Le renforcement des capacités humaines et logistiques est à prévoir.

→ WWF RCA - 08/07/11 – 11h

Personne rencontrée : Jean Bernard YARISSEM, Coordonnateur national résident (Tél. : +236 21 61 42 99)

Observations

- Présentations croisées : projet OSFT et WWF RCA
- WWF RCA est financé par le WWF Allemagne, le WWF Pays-Bas, le WWF USA, des fondations privées et l'Union européenne. Il intervient essentiellement sur les concessions forestières de la zone Sud Ouest et le parc tri-national de Dzanga-Sanga, avec l'appui de l'ONG WCS côté congolais. WWF RCA travaille aussi dans le massif de Bangassou, situé dans le sud Est. Dans ce massif, il n'y a pas d'exploitation forestière industrielle et il est difficile de gérer les braconniers.
- Il serait souhaitable d'obtenir des données satellitaires précises et actualisées sur la pointe Sud Ouest et notamment sur le parc trinational de la Sangha (TNS). Ceci faciliterait (i) la mise en place des deux PEA non attribués, (ii) la mise en place d'un corridor biologique entre les deux zones du TNS, (iii) le suivi des zones de chasse communautaire et « sportives » (gérées par des opérateurs privés étrangers).
- Le WWF RCA a appuyé, avec l'ONFI, l'élaboration du R-PP REDD+ de RCA et dispose pour cela d'une légitimité forte sur le sujet.

Conclusion : Intérêt fort pour disposer d'images satellitaires sur le massif du Sud-Ouest... « Ce projet OSFT est une initiative excellente car elle permettra de fournir un bilan des forêts aux décideurs »

→ Projet d'appui à la réalisation des plans d'aménagement forestiers (PARPAF) – 08/0711 – 12h15

Personnes rencontrées : Hervé Martial MAIDOU, Chef de projet adjoint (Tél. : + 236 75 50 74 63), Thomas xx, géomaticien, Josiane xx, assistante du Chef de projet adjoint.

Discussion :

- Présentations croisées : projet OSFT et PARPAF, sous tutelle du MEFCP.
- Le PARPAF est financé par l'AFD et fonctionne depuis plus de 10 ans. En 2011, 13 Permis d'exploitation et d'aménagement (PEA) sont en place sur le massif de forêts tropicales humides du Sud-Ouest et seulement deux ne sont pas attribués (surface de 200 000 à 300 000 ha). Le massif forêts tropicales humides du Sud-Est (région de Bangassou) n'est pas touché par l'aménagement, tout comme les savanes arborées (qui représentent plus 70% des forêts de RCA).
- Le PARPAF a cartographié l'ensemble des PEA, dispose de compétences carto reconnues par les acteurs forestiers de RCA et est en train de mettre en place un Service de gestion de base de données (SGBD). Depuis la signature d'un Accord de partenariat volontaire sur la légalité des bois (APV-FLEGT) entre RCA et UE, les exigences de suivi des PEA sont encore plus fortes, car il faudra pouvoir assurer une parfaite traçabilité des bois à l'horizon 2013, faute de quoi les exportations centrafricaines seront refoulées.
- Le PARPAF, financé par l'AFD, est clôturé au 8 août 2011. Il devait être pérennisé avec la création d'une Agence autonome d'appui à la gestion durable des ressources forestières (AGDRF), mais le Décret de création de cette Agence tarde à sortir, ce qui inquiète autant le PARPAF que l'AFD Bangui.

Conclusion : Intérêt fort dans le projet OSFT. Même si le PARPAF disparaît en lui-même, il devrait se prolonger à court ou moyen terme via la création d'une AGRDF, qui aurait vocation à regrouper les compétences du PARPAF, du CDF, du LACCEG et de l'Observatoire économique de la filière bois (OEFB). Il est convenu de discuter des rôles respectifs de ces différentes institutions lors de l'atelier

→ AFD Bangui – 08/07/11 à 17h et 13/07/11 à 17h

Personne rencontrée : Gilles POTOLO, Adjoint du directeur d'Agence

Discussion : Présentation de l'état d'avancement du projet OSFT, des contacts pris localement et comptes-rendus des entretiens.

Conclusion : Fort intérêt de l'AFD Bangui sur ce projet.

→ Cabinet du Premier Ministre – 13/08/11 à 19h

Personne rencontrée : Gaëtan Roch MOLOTO, Conseiller développement durable du PM

Discussion : Présentation de l'état d'avancement du projet OSFT, des contacts pris localement et comptes-rendus des entretiens.

Conclusion : M. MOLOTO a suivi en personne tout le processus d'élaboration du R-PP REDD+ et maîtrise très bien la question. Il insiste sur le fort intérêt du Gouvernement à mettre en place un système MNV digne de ce nom, non seulement pour le REDD+, mais aussi tous les autres secteurs qui pourraient faire objet de Nationaly appropriate mitigation actions (NAMAs).

3. COMPTES-RENDUS DE L'ATELIER DU 12/07/11

→ **Objectifs de l'atelier** : Informer, sensibiliser, et échanger avec l'ensemble des acteurs nationaux sur (i) Concepts de REDD + & MNV, (ii) Etat d'avancement général du R-PP REDD+ en RCA, (iii) Etat d'avancement spécifique du MNV REDD+ en RCA, (iv) Présentation du projet OSFT et disponibilité des images satellites dans le cadre de REDD+.

→ Organisation et agenda

L'atelier s'est déroulé dans la salle de conférence du MEE dans la matinée du 12 juillet 2011 et il a rassemblé 66 personnes (Cf. liste en annexe). L'agenda était le suivant :

09h15 - 09h30 Ouverture par Mr Le Ministre de l'environnement & de l'écologie

09h30 - 10h30 Notion de REDD+ et MNV – Gustave DOUNGOUBE, Conseiller au Cabinet MEE

10h30 - 11h00 Café

11h00 - 11h45 Etat d'avancement du R-PP en RCA – Igor Tola KOGADOU - Point focal REDD+

11h45 - 12h30 Etat d'avancement du système MNV (composante 4 du R-PP) en RCA- Aristide OUESSEBANGA – Responsable du LACCEG

12h30 - 13h30 Présentation du projet OSFT et disponibilité des images satellites dans le cadre de REDD+ - Gabriel JAFFRAIN – Expert OS IGN-FI

13h30 - 14h00 Synthèse et Conclusion - Gustave DOUNGOUNBE, Conseiller Spéciale MEE

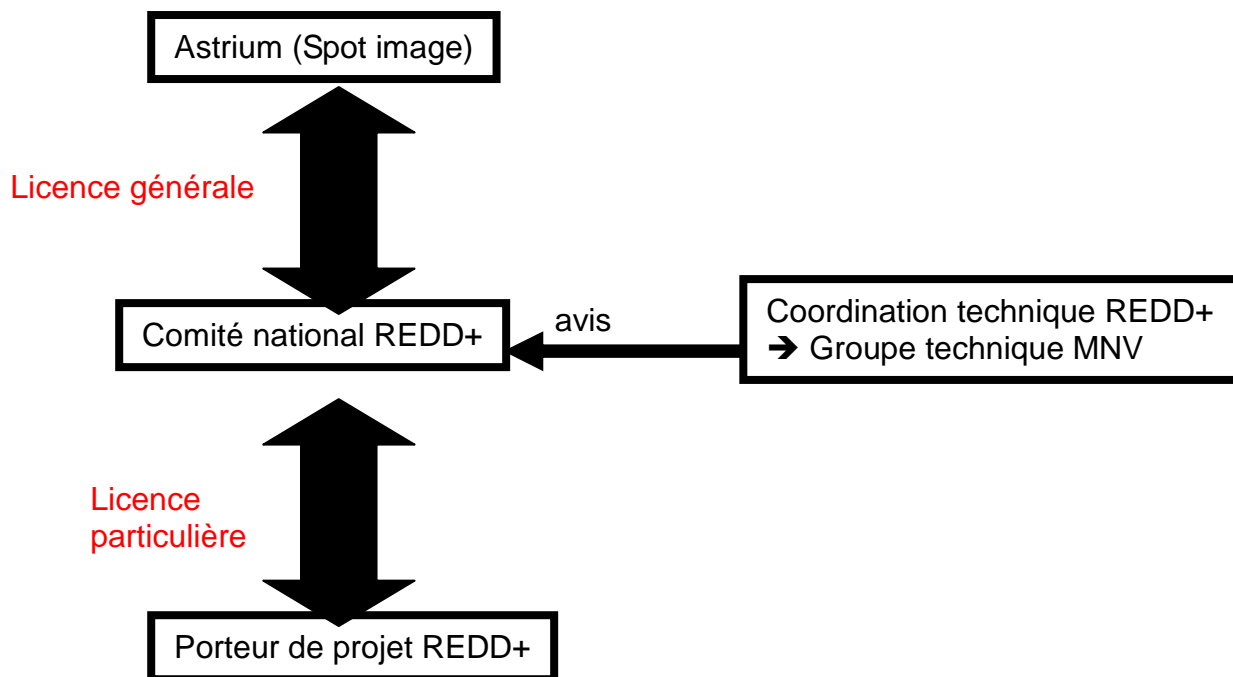
Les présentations power point sont disponibles sur le site FTP d'IGN-FI, ainsi que le R-PP REDD+ de RCA soumis au Comité des participants du Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF).

50 plaquettes de présentation du projet OSFT ont été distribuées et plus de 40 questionnaires de satisfaction ont été recueillis.

Une interview radio (contenu factuel) du Coordonnateur national REDD+ a été faite et un article devrait paraître dans un journal centrafricain : <http://www.acap-cf.info>

→ Principales observations :

- LACCEG, CDF/DIAF, PARPAF/AGDRF, etc. n'ont pas les moyens humains et logistiques requis pour traiter les données mises à disposition par le projet OSFT. Le renforcement des capacités humaines et matérielles est une priorité de premier ordre.
- Il faut étendre le suivi du couvert forestier à l'ensemble des forêts, notamment dans la région Nord où il existe de fortes pressions anthropiques (élevage transhumant, abattis-brûlis, feux de brousse, extraction d'or et de diamant artisanale, etc.).
- Il faut garantir que les images très haute résolution ne seront pas utilisées à des fins militaires ou à l'exploitation illégale des forêts et du sous-sol.
- Il faut centraliser les flux de données : le Comité national REDD+, sous présidence du Premier ministre, a vocation à signer une licence générale avec ASTRIUM et des licences particulières avec des porteurs de projet REDD+. Ce Comité s'appuiera sur la Coordination technique REDD+ et son groupe de travail MNV REDD+ afin de gérer les données et s'approprier petit à petit leur traitement. Il est de toute façon exclu que d'autres organismes interviennent dans la sélection des porteurs de projet, c'est une question de souveraineté nationale.



→ **Actions prochaines**

Lors d'un prochain Conseil des ministres (a priori en juillet) sera validé la proposition faite ci-dessus. En parallèle, un local technique sera identifié et deux experts techniques seront recrutés par la Coordination nationale REDD+ afin de piloter un groupe de travail MNV REDD+ (qui mettra en réseau LACCEG, CDF/DIAF, PARPAF/AGDRF, etc.)